

PREFECTURE DES CÔTES-D'ARMOR
ARRETE

**portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement**

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
EP

*Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
VU le Code de l'Environnement ;
VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
VU l'arrêté préfectoral du 2 mars 1989, autorisant M. COLLET Dominique demeurant à LOUDEAC, au lieu-dit « La Ville Donnio » à exploiter, à cette adresse, un élevage de 1 157 places animaux-équivalents
VU la demande présentée par M. COLLET Dominique demeurant à LOUDEAC, au lieu-dit « La Ville Donnio » en vue de procéder à cette adresse à la régularisation de la situation administrative, à la restructuration, d'un élevage porcin qui comprendra après travaux 2 795 places animaux-équivalents, (100 places maternité – 342 places gestantes-verraterie – 720 places post-sevrage – 1 301 places engraissement – 24 places quarantaine) à la construction d'une unité de traitement de compostage ainsi qu'à la mise en place d'une station de traitement de lisier fonctionnant suivant le principe BIOSOR ;
VU les plans et documents annexés à cette demande ;
VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
VU les délibérations des Conseils municipaux de LOUDEAC (5 juin 2003), SAINT-CARADEC (2 juin 2003), TREVE (12 juin 2003) ;
VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
VU le rapport de M. L'Inspecteur des Installations Classées en date du 29 octobre 2003 ;
VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 19 décembre 2003 ;
CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L512 – 1 du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage existant ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes ;
CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés au Code de l'Environnement (livre V – titre 1^{er})
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- ARRETE -

ARTICLE 1

- 1.1. - Monsieur COLLET Dominique, ci après dénommé l'éleveur, demeurant à LOUDEAC au lieu dit "La Ville Donnio", est autorisé à exploiter à cette adresse (section ZO n°166), conformément aux plans et mémoires annexés à la demande :

=> un élevage porcin dont la capacité maximale est de 2 795 places pour animaux équivalent (PAE) réparties comme suit : 100 places maternité (300 PAE), 342 places gestantes verraterie (1 026 PAE), 24 places quarantaine infirmerie (24 PAE), 1 301 places engraissement (1 301 PAE) et 720 places post sevrage (144 PAE).

=> une unité de traitement des lisiers comprenant :

- une séparation de phase en tête (produisant un co-produit ci-après dénommé "résidus organiques") ;
- un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par biofiltration ;
- une séparation du lisier traité par décantation (produisant deux co-produits ci-après dénommés "décantat" et "effluent épuré" ;
- une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement traitera la totalité des déjections de l'élevage ci-dessus, à savoir : 5042 m3 de lisier (14907 kg d'azote) produits annuellement. Le reste des déjections, à savoir (87 kg d'azote) sera épandu sous forme de fumier. Il sera également traité 3788 m3 (13438 kg d'azote) de lisier provenant de l'élevage de l'EARL DU BREUIL DU MENEC à LOUDEAC.

1.2. - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement (comprenant élevage et unité de traitement) soumise à autorisation sous la rubrique n° 2 102-1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et celles définies ci-après.

1.3. - Il est également donné acte à Mr COLLET Dominique de sa déclaration par laquelle il fait connaître qu'il va exploiter à cette adresse une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique (1 312 m3) dont la production est de 826 tonnes par an de compost de refus de tamis (résidus organiques) issu du séparateur de phase du système de traitement.

1.4. - Pour l'exploitation de cette fabrique d'engrais et support de culture, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n°2170 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions générales de l'arrêté préfectoral ainsi que les prescriptions particulières définies ci-après.

ARTICLE 2 :

Prescriptions particulières concernant l'élevage porcin :

2.1. - Effectifs :

2.1.1. - L'effectif porcin maximum en présence simultanée ne devra pas dépasser 422 reproducteurs (truies verrats cochettes), 1301 porcs à l'engrais de plus de 30 kg et 720 porcelets sevrés de moins de 30 kg.

2.1.2. - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 378 reproducteurs (truies verrats cochettes). Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique ...).

2.1.3. - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement...). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

2.2. - Alimentation biphasé :

2.2.1. - L'alimentation biphasé sera mise en place dans un délai de 6 mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

2.2.2. - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures,) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

2.2.3. - En cas de non respect des normes "biphasé CORPEN" le pétitionnaire devra soit réduire sa production en fonction du plan d'épandage, soit présenter un complément

d'épandage ou un autre moyen d'élimination des déjections en rapport avec la quantité d'azote organique produite.

ARTICLE 3 –

Prescriptions particulières concernant l'exploitation de l'unité de traitement des lisiers

- 3.1. - Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.
- 3.2. - Aux fins de contrôles, seront placés :
 - un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans l'unité de traitement ;
 - un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ;
 - un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume du décantat produit ;
 - un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit. Un compteur volumétrique sera installé sur la canalisation d'arrosage de l'effluent épuré afin de mesurer le volume utilisé en irrigation ;
 - un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;
 - un compteur électrique différent de celui de l'élevage.
- 3.3. - Une alarme visuelle ou sonore sera installée pour prévenir l'éleveur en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).
- 3.4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact . Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des Installations Classées.
- 3.5. - Débits et flux de pollution entrant dans l'unité de traitement :

Lisier brut	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen
Volume	8258 m ³	22,6 m ³
N Global	31 879 kg	87,3 kg

- sur 7 jours consécutifs et avec un maximum de 30 jours/an
-

- 3.6. - Débits et flux de pollution relatifs aux co-produits :

Résidus organiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	1312 m ³	3,6 m ³
N Global	8201 kg	22,4 kg
Décantat	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	210 m ³	0,57 m ³
N Global	1160 kg	3,17 kg
Effluent épuré	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	6420 m ³	17,6 m ³
N Global	1926 kg	5,3 kg

- 3.7. - Autosurveillance : suivi

L'éleveur procédera quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- relevé du volume de lisier brut entrant.

L'éleveur procédera hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé du volume de résidus organiques produits ;
- relevé du volume du décantat produit ;
- relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- relevés de compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase, ...).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (période de "mise en charge"), des tests rapides NH₄/NO₃ seront réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire sera suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides seront consignés par l'éleveur sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

3.8. - Autosurveillance : bilan matière

3.8.1. - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- bilan des volumes de lisier brut entrant et des différents co-produits,
- une analyse du lisier brut (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses) ;
- une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans le tas de stockage des résidus ;
- une analyse du décantat (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans la fosse de stockage ;
- une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés bimestriellement par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

3.8.2. - Au terme de cette année de "mise en charge", le service des installations classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes pré-cités sont effectués deux fois par an (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de "mise en charge" est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis sera donné au terme de ces 6 mois.

3.8.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (modification importante du process), la procédure correspondant à la "mise en charge" est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

3.9. - Assistance technique :

Si l'éleveur a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'éleveur.

3.10. - Validation de l'autosurveillance :

L'objectif de cette validation est de s'assurer que les procédures métrologiques (mise en oeuvre du matériel, qualité des mesures, mises en forme des données....) sont réalisées correctement. A cette fin, le service des installations classées et l'agence de l'eau habiliteront, sur proposition de l'éleveur, un organisme ci-après dénommé Organisme Valideur. L'organisme valideur ne pourra être ni l'organisme concepteur, ni l'organisme chargé de l'assistance technique.

Deux visites de l'organisme valideur sont nécessaires durant la première année (période de "mise en charge") ; les années suivantes, une visite annuelle sera prévue.

Le planning des dates de visites sera adressé par l'organisme valideur au service des installations classées en début d'année civile.

L'organisme valideur aura accès au cahier d'exploitation et à tous les documents s'y rattachant.

La mission de validation de l'autosurveillance consiste à :

- établir le descriptif des ouvrages d'épuration ainsi que l'origine des lisiers à traiter (type d'atelier, effectif présent aux dires de l'éleveur...),
- effectuer un contrôle de qualité des informations générées par l'autosurveillance (vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure, étalonnages, vérification du cahier d'exploitation, mise en oeuvre de l'échantillonnage et du transport des échantillons, agrément du laboratoire, méthodes d'analyses, fréquence des bilans...),
- vérifier la "traçabilité de l'azote" (correspondance N théorique CORPEN / N réellement traité, cohérence N entrant dans la station / N dans les co-produits...).

A l'issue de chaque visite, l'organisme valideur établira un compte-rendu détaillé et l'adressera sous un mois au service des installations classées et à l'éleveur.

ARTICLE 4 :

Prescriptions particulières en matière de stockage et d'épandage des co-produits et lisiers bruts.

- 4.1. - Les lisiers bruts porcins seront stockés dans des fosses d'un volume de 2158 m³.
- 4.2. - Les résidus organiques seront stockés dans un local couvert de 596 m²
- 4.3. - Le décantat sera stocké dans un décanteur de 98 m³ suivi d'une fosse de régulation de 88 m³ et d'un préfiltre de 54 m³.
- 4.4. - La biofiltration de l'effluent sera pratiquée dans un biofiltre comprenant deux fosses de 412 m³ chacune .
- 4.5. - L'effluent épuré sera stocké dans une lagune de 3500 m³.
- 4.6. - Tous les ouvrages de stockage (lisiers bruts, résidus organiques, décantat, effluent épuré) devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.
- 4.7. - L'effluent épuré sera utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :
 - l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins,
 - les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls),
 - la pression doit être basse (2,5 bars maximum en sortie de buse).
- 4.8. - Les épandages de lisiers bruts et de co-produits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré seront consignés dans un cahier de fertilisation conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier de fertilisation sera annexé au cahier d'exploitation.
- 4.9. - Le transport des lisiers bruts, du décantat, de l'effluent épuré et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée. Tous ces transferts seront consignés sur le cahier de fertilisation.

ARTICLE 5 –

Prescriptions en matière de mise en service et dysfonctionnements de l'unité de traitement.

- 5.1. - L'unité de traitement sera construite et mise en service dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.
- 5.2. - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées sera immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des co-produits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

ARTICLE 6 –

La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 7 –

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 8 –

L'éleveur est tenu de déclarer sans délai au service des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra en outre se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 9 –

Prescriptions particulières concernant la fabrique d'engrais et de support de culture (2170)

9.1. Aménagement et fonctionnement des installations :

9.1.1. - Généralités

La fabrication des produits (compost de refus de tamis) sera réalisée par une unité de compostage comprenant :

- une aire couverte de compostage actif (596 m²)
- une aire de maturation et de stockage du compost permettant un stockage de 4 mois et offrant un accès aux engins et véhicules nécessaires à l'enlèvement
- une fosse de récupération des jus de ressuyage.

9.1.2. - Résidus organiques entrant dans l'unité

L'unité de compostage traitera les résidus organiques de l'unité de traitement, à savoir : 1312 m³ de résidus organiques (8201 kg d'azote) produit annuellement.

9.1.3 - Aménagement de l'unité de compostage

L'unité de compostage sera réalisée conformément aux indications de l'étude d'impact :

- l'aire de compostage sera couverte,
- un système de collecte des écoulements sera aménagé,
- le sol sera stabilisé et devra être réaménagé en cas de dégradation importante préjudiciable au compostage.

9.2. - Conformité des produits :

Conformément au dossier déposé, les engrais et supports de culture fabriqués (compost de lisier de porcs) devront répondre aux exigences des normes en vigueur (Norme NFU 44051 - Compost végétal).

Pour les éventuels produits non conformes, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en œuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

9.3 - Destination des produits :

Les produits obtenus ne pourront en aucun cas être épandus dans des cantons où la charge moyenne en azote organique est supérieure à 140 kg d'azote par hectare. Cette exclusion concerne notamment les cantons en excédent structurel.

9.4. - Traçabilité des produits :

Le pétitionnaire tiendra à jour un registre de la destination des engrais et supports de cultures produits comportant au minimum pour chaque enlèvement les informations suivantes :

- Date d'enlèvement du site ;
- Nom, adresse et coordonnées du destinataire final ;
- Nature ;
- Nom du transporteur ;
- Quantité en tonnes et en m³.

A la fin de chaque année civile, le pétitionnaire transmettra au service des installations classées un bilan annuel, comportant :

- Les informations définies ci-dessus ;
- Les originaux des bons d'enlèvement ;
- Un état des stocks au 31 décembre.

Compte tenu de l'existence d'un contrat de commercialisation des produits par un tiers (coopérative du GOUSSANT, AGRONOR), certaines informations demandées ci-dessus (destinataire final notamment) pourront être transmises directement par le dit tiers à l'inspecteur des installations classées. De plus si ce contrat de commercialisation n'est pas respecté ou renouvelé par les contractants ou est rompu, le pétitionnaire devra soit fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation de l'élevage.

9.5. - Délais de mise en service - Dysfonctionnement

La mise en service de l'unité de compostage ainsi que les différents travaux prévus au point 3.1 seront réalisés dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

L'éleveur avertira le service des installations classées des dates de construction et de montée en charge de l'unité de compostage.

En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt de l'unité de compostage, le service des installations classées sera immédiatement prévenu.

ARTICLE 10 –

Résorption : en azote organique :

Biphase = 3594 kg

Traitement = 11 840 kg

Transfert = 17 510 UN à ne prendre en compte qu'après mise en service de la station.

ARTICLE 11 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de LOUDEAC pendant une durée minimale d'un mois.

Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'éleveur.

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'éleveur dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 12 -

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté du 2 mars 1989 susvisé.

ARTICLE 13 - "Délai et voie de recours (article L 514 - 6 du Code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 14 -

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor,
le maire de LOUDEAC,

l'inspecteur des Installations classées,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. COLLET Dominique, pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de SAINT-CARADEC, TREVE, HEMONSTOIR pour information.



SAINT-BRIEUC, le 27 JAN. 2004
LE PREFET,

Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,

Jacques MICHELOT